

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 6 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

« Moulin Neuf »
58170 FLÉTY

Références : 220611
Code AIOT : 0005400376

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, implanté « Moulin Neuf » - 58170 FLÉTY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- « Moulin Neuf » - 58170 FLÉTY
- Code AIOT : 0005400376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de Fléty dite de « Moulin Neuf » est une carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral depuis 1994.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article Art 32	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
11	ESP – Liste	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art 6	/	Sans objet
14	Suivi de l'exploitation et remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/08/2004, article Art 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
2	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	ESP – suivi	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion globale du site semble satisfaisante. Des points d'amélioration ont été soulevés lors de la présente inspection. Une non-conformité de la précédente inspection n'a pas été traitée et appelle donc des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
Constats : Les déchets inertes sont composés de terres de découvertes et des produits non commercialisables (excédentaires ou non conformes). Ils sont donc en cohérence avec le fond géochimique local. Ils sont stockés sous forme de verse et constituent une installation de stockage de déchets au sens de la Directive sur les Déchets de l'Industrie Extractive (DDIE).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
<p>Constats : Les stériles de production, plus stables, sont entreposés en talus et les terres de découverte sont stockées en verses sur lesquelles la végétation repousse rapidement permettant d'assurer la stabilité.</p> <p>Une trace de glissement sur un talus de stérile a été constatée, ce glissement est dû aux fortes précipitations. L'exploitant a mis en place d'autres talus de manière stratégique afin de contenir les eaux météoriques, ce qui permet d'éviter les phénomènes de glissement. De plus, d'autres talus sont disposés afin d'empêcher toute sortie de matériaux hors du périmètre d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Le registre de suivi est en place pour 2021. En 2021, 75 000 tonnes de stériles, soit environ 50 000 m ³ , plus 91 000 m ³ de découverte, soit 141 000 m ³ environ ont été stockés. Le plan de gestion des déchets (PGD) indique une moyenne de 370 000 m ³ /an.
Le registre de 2022 devra être fourni à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Les zones de stockage des déchets sont bien indiquées sur le plan topographique mis à jour en mars 2022. La visite terrain a permis d'observer la concordance entre le terrain et les plans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le registre de suivi a été montré à l'inspection, les données sont en cohérence avec le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Les déchets d'extraction sont stockés à l'est du site sous forme de verses et de merlons. Cette implantation est cohérente entre le terrain et le PGD
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : L'intégralité des déchets d'extraction est utilisée à des fins de valorisation. Ils sont intégralement réutilisés pour le réaménagement de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Les déchets étant exclusivement constitués de terres de découverte et de stériles de production, leur composition est cohérente avec le fond géochimique local et ne présente donc pas de risque de pollution. Les terres végétales sont stockées sous forme de verses puis se végétalisent naturellement et les stériles de production stockés en merlons ne présentent pas de risque de sortir du périmètre d'autorisation. Le rapport des mesures des retombées de poussières de 2021 indique qu'aucun seuil réglementaire n'est dépassé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Une ronde environnement est effectuée tous les trimestres pour s'assurer du maintien des versées et des études de stabilité ont été faites. Des aménagements ont été faits pour prévenir les problèmes des intempéries (fortes pluies et gel/dégel) qui provoquaient parfois des glissements. Les eaux et écoulements en pied de versées sont analysés. Les analyses des eaux des 3 mai 2022, 12/10/2021 et 27/04/2021 des points de rejets R2 et R3, indiqués dans le PGD, n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le plan de remise en état contenu dans le PGD est en cohérence avec le plan d'exploitation mis à jour en mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : ESP – liste

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art 6
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats : Lors de l'inspection du 30/08/2021, une observation avait été faite concernant la liste des huit équipements sous pression de l'établissement : « *Cette liste de huit équipements fait apparaître le retard de requalification pour deux équipements depuis février sans que des actions aient été entreprises, alors que la requalification est programmée le 17 septembre prochain* ».

La liste a été mise à jour et contient désormais tous les éléments. Ce point n'appelle plus d'observation.

Cependant, les dossiers d'exploitation ne sont pas complets. En effet, la déclaration de mise en service est manquante. Les rapports des dernières inspections et requalifications sont présents.

Il est demandé à l'exploitant de constituer des dossiers d'exploitation complets pour la totalité de ses équipements sous pression.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art 25
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte-rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. <p>Constats : Lors de l'inspection du 30/08/2021, la non-conformité suivante avait été relevée : « <i>Deux équipements (déshydrateurs d'air) ont été maintenus en service malgré leur retard de requalification.</i></p> <p><i>L'inspection des installations classées a pris bonne note de l'engagement de l'exploitant d'isoler ces équipements en attente de leur requalification (prévue le 17 septembre 2021) ».</i></p> <p>Les deux équipements en défaut de requalification ont été requalifiés, après changement d'une soupape de sécurité, par l'ASAP le 26/11/2021. Le registre d'intervention de l'équipement a été mis à jour.</p> <p>Ce point n'appelle plus d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article Art 32
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets d'exploitation sont évacués dans ces conditions. Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.</p> <p>Constats : L'inspection du 30/08/2021 avait soulevé l'observation suivante : « <i>Le tri des déchets est correctement effectué, à l'abri pour les déchets dangereux. Cependant, le bac contenant les batteries usagées est partiellement rempli d'eaux météoriques. Une réfection de la toiture est à prévoir, ces eaux souillées devront être traitées comme des déchets</i> ».</p> <p>Les déchets dangereux sont collectés par CHIMIREC, le registre est en place et à jour. Les bordereaux de suivi ont été vérifiés par sondage et sont parus complets et signés à l'inspection. Cependant, lors de la visite sur le terrain, de l'eau a de nouveau été observée dans le bac contenant les batteries usagées dont le couvercle n'était pas présent. De plus, des couvercles de bac dans la zone de stockage de déchets dangereux, bien que située sous un abri, étaient remplis d'eaux météoriques.</p> <p>L'observation de la précédente inspection n'a donc pas été traitée. Les eaux météoriques passent vers les déchets dangereux qui sont stockés dans des bacs avec couvercle sur une aire étanche non munie de rétention.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre à l'abri des eaux météoriques ses déchets dangereux. Le couvercle manquant au bac contenant les batteries usagées devra être remplacé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Suivi de l'exploitation et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2004, article Art 9
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit fournir un plan orienté du terriil sur fond cadastral sur lequel seront mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le périmètre autorisé, - le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée), - les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.). <p>Ce plan sera remis à jour tous les ans au 31 décembre.</p> <p>Cette mise à jour concernera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks, ...), - les surfaces défrichées à l'avancement, - le positionnement des fronts, - l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état, ...), - l'emprise des zones remises en état. <p>La surface de ces différentes zones sera consignée dans une annexe à ce plan.</p> <p>Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour en mars 2022 et contient les éléments exigés par la présente prescription. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'annexe avec les surfaces des différentes zones.</p> <p>L'exploitant devra fournir cette annexe à l'inspection dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet